

Vingt États s'engagent à soutenir financièrement en 2016 l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Commission spéciale pour les annonces de contributions volontaires à UNRWA,
1^{re} séance - matin

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

L'Union européenne et 19 États Membres ont, ce matin, annoncé le versement de contributions destinées à financer les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en 2016. Ces bailleurs de fonds en ont profité pour encourager l'Office à élargir sa base de donateurs et de multiplier les engagements pluriannuels.

Neuf de ces délégations ont indiqué devant la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA qu'elles préciseraient ultérieurement le montant exact de leur contribution au budget de l'UNRWA, alors que trois autres attendent l'approbation de leur contribution dans le cadre de leurs processus budgétaires.

Pour la Commissaire générale adjointe de l'UNRWA, Mme Sandra Mitchell, l'Office est bien plus que la somme de ses services. « Il est le témoin d'une injustice historique dont ont souffert les réfugiés palestiniens » aux besoins desquels l'UNRWA s'efforce de répondre depuis 65 ans. Pour cela, le budget ordinaire de l'Office doit lui permettre de répondre aux besoins en termes d'éducation, de santé, de secours et de services sociaux de ces réfugiés, ce qui suppose un financement prévisible et durable, a-t-elle expliqué.

Mme Mitchell a rappelé la crise de financement sans précédent qu'a connu l'Office en juillet dernier, avec un déficit de 100 millions de dollars. Sans l'engagement personnel du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon et la générosité et solidarité de certains bailleurs de fonds, il était question de reporter le début de l'année scolaire pour un demi-million d'écoliers palestiniens, ce qui a pu être évité de justesse, a rappelé Mme Mitchell.

La Commissaire générale adjointe a dénoncé cette réalité alors même que les objectifs de développement durable qui viennent d'être adoptés misent sur l'éducation pour tous et le principe de ne laisser personne en marge. Il serait incohérent que les travaux de l'Office soient rabotés alors que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 demande précisément l'inverse: un développement inclusif. « Sans éducation, sans sens de la dignité, sans espoir, les réfugiés palestiniens pourraient envisager un voyage périlleux vers l'Europe ou tomber dans l'extrémisme », a averti Mme Mitchell avant de demander un changement de paradigme, ce qui passe par un financement stable des programmes de l'UNRWA.

Face à la réalité politique de plus en plus sombre dans la région et à la crise de financement de l'UNRWA, l'Office a décidé de lutter contre son déficit chronique en le réduisant de 135 millions de dollars à 81 millions de dollars cette année. Pour y arriver, il prévoit de réduire les consultances externes de 65%, ainsi que d'autres mesures d'austérité. Toutefois, le succès de telles mesures et réformes dépend en large partie d'un financement régulier, que l'Office recherche en premier lieu auprès des États Membres de l'ONU, mais également en élargissant sa base de donateurs et ses partenariats. La Commissaire générale adjointe a remercié les pays qui ont été en mesure de faire des annonces de contributions dès à présent ainsi que ceux qui ne sont pas encore en mesure de le faire en raison de processus budgétaires nationaux.

Dans sa déclaration liminaire, le Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, M. Morgens Lykketoft, qui présidait la réunion de la Commission spéciale, a rappelé qu'en l'absence d'une solution politique durable au conflit israélo-palestinien, l'Office, créé en 1948 pour porter assistance à 750 000 réfugiés, devait continuer à faire face aux besoins des 5,2 millions de réfugiés palestiniens actuels dans un contexte de plus en plus complexe et cela, sur la base de contributions volontaires d'autres pays. Sur une toile de fond sombre, marquée par le conflit syrien, l'instabilité au Moyen-Orient et une récente escalade de la violence à Jérusalem, M. Lykketoft a estimé que ce n'était « pas le moment de réduire notre soutien aux 5,2 millions de personnes les plus vulnérables dans la région ».

Pour sa part, l'Observateur permanent de l'État de Palestine, M. Riad Mansour, a remercié les délégations qui appuient les efforts de l'UNRWA. Pour l'Observateur, le rôle vital de l'Office est crucial avant tout pour permettre aux réfugiés palestiniens « de garder espoir ».

Contributions volontaires au budget de l'UNRWA pour 2015

Union européenne	Montant à déterminer en 2016 sachant que l'Union européenne a augmenté sa contribution de 2015 pour atteindre 100 millions de dollars
------------------	---

Suède	40 millions de dollars sous réserve d’approbation
Italie	10 millions d’euros sous réserve d’approbation
Pays-Bas	À déterminer ultérieurement
Koweït	2 millions de dollars au Fonds général et maintien des engagements de 200 millions de dollars pour la reconstruction de Gaza
Luxembourg	3 750 000 euros sous réserve d’approbation et 500 000 euros supplémentaires au budget 2015 de l’Office avant la fin de l’année
États-Unis	Contribution au Fonds général à déterminer ultérieurement, et 21 millions de dollars à l’Appel d’urgence pour les réfugiés palestiniens en Syrie ainsi que 20 millions pour les besoins de reconstruction de Gaza.
Royaume-Uni	Maintien du niveau de financement du Fonds général
Argentine	15 000 dollars au Fonds général
République de Corée	200 000 dollars
République Tchèque	123 000 dollars (soit 3 millions de couronnes tchèques) au Fonds général
Allemagne	Maintien, et si possible augmentation, du soutien financier à l’UNRWA, qui porte sur 3 domaines: Fonds général, projets d’infrastructures spécifiques et stratégie moyen terme de l’Office et initiatives de reformes.
Autriche	1,7 million de dollars au Fonds général sous réserve d’approbation

Norvège	Maintien du niveau de financement du Fonds général
Arabie Saoudite	Maintien du soutien sans annoncer de chiffre
Turquie	1 225 000 dollars au Fonds général et 275 000 dollars aux appels d'urgence réguliers et alimentaires
Belgique	18,75 millions d'euros pour la période 2015-2017
Japon	Participation au Fonds général à déterminer ultérieurement et 4,1 millions de dollars en aide alimentaire
Suisse	18,5 millions de francs suisse au Fond général et 2,5 millions de francs suisse pour financer les réformes et interventions stratégiques
Émirats arabes unis	1,8 million de dollars